

## Rénovation énergétique, chaleur renouvelable : le gouvernement veut accélérer

La rénovation thermique des logements sera l'une des grandes priorités de mon quinquennat, a déclaré le président de la République François Hollande lors de la Conférence environnementale la semaine dernière. L'objectif est de mettre aux normes énergétiques un million de logements par an, en nous concentrant sur les plus mal isolés. Pour y parvenir, M. Hollande veut "simplifier les dispositifs", "clarifier les démarches" et apporter de nouveaux financements. Il a dit, par ailleurs, souhaiter que le crédit d'impôt développement durable et le prêt à taux zéro soient spécialisés dans les rénovations "lourdes". En faveur des EnR, le président de la République entend simplifier les règles administratives, garantir la stabilité des aides et des dispositifs fiscaux et permettre un soutien public à l'innovation. Une loi de programmation sur la "transition énergétique" sera votée en 2013.

Lors de cette même Conférence environnementale, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a exprimé une volonté de "soutenir" les réseaux de chaleur, la biomasse et la géothermie, "en prenant appui sur les initiatives locales". Le gouvernement, a-t-il promis, simplifiera les procédures administratives concernant les EnR et, par ailleurs, développera et structurera "une filière industrielle des EnR et de l'efficacité énergétique", en s'appuyant tout particulièrement sur l'innovation technologique. M. Ayrault a annoncé également que son gouvernement lancerait dans les prochaines semaines "une grande campagne de communication" en faveur des économies d'énergie. Il a indiqué également que serait encouragé le tiers financement des travaux de rénovation énergétique. Ce mécanisme sera renforcé par des financements innovants, que ce soit le produit des enchères carbone ou celui des CEE, a-t-il ajouté.

## Chauffage : D'ici 2030, le gaz naturel va s'imposer en rénovation

D'ici à 2030, sur le marché français de la rénovation du chauffage dans le secteur résidentiel, "l'usage des énergies fossiles restera dominant", et c'est le gaz naturel qui devrait s'imposer comme principale énergie de chauffage. C'est ce qui ressort d'une étude qui, présentée la semaine dernière et conduite par l'ONTSBTP, a été commandée et pilotée par les syndicats UECF et FFIE. Dans le cadre de cette étude, quatre scénarii d'évolution ont été élaborés - et le scénario "le plus probable" prévoit une irrésistible progression du gaz pour le chauffage des bâtiments existants. Dans une société française "morose" qui, d'ici 2030, subirait la crise, la récession et une hausse des coûts de l'énergie, "le choix d'un usage vertueux des ressources mettrait en avant, dans un tel scénario, les solutions gaz, qui finiraient par dominer le marché de la rénovation du chauffage", estime-t-on à l'ONTSBTP. Alors que le prix de l'électricité devrait augmenter "de façon constante" d'ici 2030, celui du gaz naturel devrait "se détendre" et "risque fort d'être progressivement découplé de celui du pétrole", et ce dans un contexte de "forte disponibilité gazière", ajoute-t-on : Le gaz naturel est l'énergie carbonnée qui présente les meilleures perspectives de disponibilité, insiste-t-on. Le marché du solaire thermique, poursuit l'étude, devrait avoir "certainement" atteint sa maturité avant 2030. La montée en compétence de la filière solaire thermique est une nécessité à court terme, ajoute-t-on. Le principal enjeu est la réduction des coûts d'installation.

Analysant le comportement des Français en matière de chauffage, l'étude observe que les ménages "ne sont pas encore naturellement orientés vers des pratiques économes, en dépit d'une sensibilité écologique grandissante". Leur propension à se projeter, même à court terme, est relativement faible et, finalement, c'est le critère économique qui est discriminant, analyse l'étude. Si la conversion à l'écologie donne une bonne image de soi-même, elle est d'abord essentiellement conditionnée aux ressources financières du foyer. Le retour sur investissement est le maître mot du marché. Les Français peinent à se projeter vers le bénéfice de solutions énergétiques "éco-efficaces" et gèrent leur budget au jour le jour ; ce sont seulement les ménages les plus aisés qui mettent en œuvre de telles solutions. Avec une recherche de rentabilité "avant tout", ajoute-t-on, le comportement économe est "plébiscité".

**- EN BREF** Le marché français des PAC totalisera 62 432 unités en 2012 (contre 63 062 en 2011), prévoit Xerfi, qui pronostique des marchés de 63 056 appareils en 2013, de 64 948 en 2014 et de 68 195 en 2015. Pour sa part, BSRIA pronostique un recul du marché européen des PAC de 2% en 2013. Ce marché représentera, l'an prochain, 16% du marché mondial (contre 22% en 2011 et 18% en 2012), tandis que la part du marché mondial détenue par l'Asie ne cesse de croître, surtout grâce à la Chine, premier marché mondial : 77% en 2011, 81% en 2012, 83% en 2013. Les Etats-Unis, quant à eux, stagnent, à 1% du marché mondial. Le marché mondial qui progressera de 33% en 2013.